



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

SECRETARIAT GENERAL

**SERVICE DE L'ACCES AU DROIT ET A LA JUSTICE
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

Circulaire du 5 décembre 2006

Date d'application : immédiate

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

A

- pour attribution -

**Messieurs les Premiers Présidents des Cours d'Appel de Nouméa et Papeete
Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours
Messieurs les Présidents des Tribunaux de Première Instance de Nouméa, Papeete et Mata-Utu
Messieurs les Procureurs de la République près lesdits Tribunaux de Première Instance**

- pour information -

**Monsieur le Directeur de l'École Nationale de la Magistrature
Monsieur le Directeur de l'École Nationale des Greffes**

et

**Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux
Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers
Monsieur le Président de l'UNCA
Mesdames et Messieurs les Bâtonniers de l'ordre des avocats aux barreaux
de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française**

N° NOR : JUS J 06 90 015 C

TITRE DÉTAILLÉ : Présentation des dispositions du décret n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée au cours de la garde à vue en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles de Wallis et Futuna et modifiant le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993.

MOTS CLÉS : Aide à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée lors de la garde à vue, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna.

TEXTES SOURCES : Décret n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée au cours de la garde à vue en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna et modifiant le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993

TEXTE MODIFIÉ : Décret n° 93-1425 du 13 décembre 1993 relatif à l'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

PUBLIÉE : B.O ; Intranet SADJPV et DSJ

MODALITÉS DE DIFFUSION : Diffusion assurée par le Ministère de la Justice en un exemplaire aux Présidents des Cours d'Appel et des Tribunaux de Première Instance de Nouméa, Papeete et Mata-Utu à charge pour eux d'en assurer la diffusion à tous les magistrats de leur ressort ainsi qu'aux chefs de greffe. Un exemplaire à tous les autres destinataires pour information.

Le décret n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 vise à permettre la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée qui intervient au cours de la garde à vue, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

A cette fin, il modifie le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 relatif à l'aide juridictionnelle dans ces territoires en y insérant un titre IV.

La présente circulaire précise les modalités d'application de ces nouvelles dispositions.

I – NOUVEAU FORFAIT DE RETRIBUTION EN MATIÈRE DE GARDE A VUE

Le décret du 21 novembre 2006 fixe la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée qui intervient au cours de la garde à vue, procédure applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna conformément aux dispositions de l'article 804 du code de procédure pénale.

A – Conditions de rétribution de l'avocat ou de la personne agréée intervenant lors de la garde à vue

- La contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat intervenant lors de la garde à vue est due exclusivement lorsque ce dernier est **désigné d'office par le bâtonnier de l'Ordre des avocats**. A Wallis et Futuna, il peut être fait appel également à une personne agréée par le président du tribunal de première instance en application de l'article 814 du code de procédure pénale. Dans ce cas, la contribution de l'Etat à la rétribution de la personne agréée n'est due que si cette dernière est désignée d'office par le président de cette juridiction.
- La contribution n'est due que si l'intervention au cours de la garde à vue a fait l'objet d'une **justification** visée par l'officier ou l'agent de police judiciaire qui comporte le nom de l'avocat ou de la personne agréée, celui de la personne gardée à vue, le lieu, la date et l'heure de l'intervention.

A cet effet, deux imprimés distincts ont été établis : l'un pour les avocats, l'autre pour les personnes agréées. Ils sont joints en ANNEXE N° 1. Ces modèles devront être utilisés impérativement par l'avocat ou la personne agréée pour obtenir cette rétribution.

Le ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire ainsi que le ministère de la Défense ont été destinataires de ces imprimés qui comportent trois parties :

- la première relative à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée :

Elle devra être remplie par l'avocat ou par la personne agréée à l'issue de son intervention et être visée par un officier ou un agent de police judiciaire qui apposera ses nom et prénom, sa signature et le cachet du service après avoir vérifié l'exactitude des mentions.

- la deuxième relative à la désignation d'office :

Elle devra être remplie selon le cas par le bâtonnier si la désignation concerne un avocat¹ ou par le Président du tribunal de première instance si la désignation concerne une personne agréée, ou par leur délégué, lesquels devront vérifier l'effectivité de l'intervention.

- la troisième relative au montant de la rétribution :

Selon le cas, elle sera remplie par le bâtonnier ou par le Président du tribunal de première instance, lesquels fixent le nombre de majorations au vu des éléments de temps et de lieu figurant sous la première rubrique (déplacement de nuit ou en dehors des limites de la commune du siège du tribunal de première instance concerné).

B – Montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée intervenant lors de la garde à vue

Le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat est fixé à **61 euros** par le 1^{er} alinéa de l'article 55-2 du décret modifié.

Il est majoré de **31 euros** lorsque l'intervention a lieu de nuit, à savoir entre 22 heures et 7 heures. Cette majoration est due dès que l'intervention de l'avocat a débuté avant 7 heures ou s'est achevée après 22 heures. Une majoration de **23 euros** est appliquée lorsque l'intervention a lieu hors des limites du siège du tribunal de première instance.

Les deux majorations se cumulent. Cependant, en application de l'article 55-2, lorsque le même avocat ou la même personne agréée est appelé(e) à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans le même lieu, lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois. Dans ce cas, il est nécessaire que l'ensemble des demandes en paiement soit présenté au bâtonnier de l'ordre des avocats ou au président du tribunal de première instance : à cet effet l'imprimé joint en ANNEXE N° 1 mentionne l'identité des différentes personnes gardées à vue pour lesquelles l'avocat ou la personne agréée s'est déplacé(e).

Un tableau joint en ANNEXE N° 2 présente les majorations applicables.

L'alinéa 5 de l'article 55-2 du décret prévoit que la contribution de l'Etat à la rétribution de la personne agréée désignée d'office, intervenant au cours de la garde à vue, est égale au tiers du montant indiqué au premier alinéa de ce même article. Les majorations sont minorées dans les mêmes proportions.

C – Paiement de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat ou de la personne agréée intervenant lors de la garde à vue

La CARPA effectue le règlement de la somme due à l'**avocat** intervenu lors de la garde à vue sur présentation de l'imprimé justifiant de son intervention.

¹ Dans les îles Wallis et Futuna, l'avocat dépend du barreau de Nouméa. Il est donc désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats de ce barreau.

En application de l'article 48 du décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 modifié par le décret n° 2006-549 du 15 mai 2006, la somme revenant à la **personne agréée** doit être liquidée et ordonnancée par le SAR de la cour d'appel de Nouméa avant d'être payée par la comptable assignataire du siège de cette juridiction.

A cet effet, la personne agréée remettra au Président du tribunal de première instance l'imprimé justifiant de son intervention afin qu'il soit transmis sous le bordereau figurant en ANNEXE N° 3 au service de gestion budgétaire du SAR pour assurer le mandatement de la dépense correspondante.

II – LES DOTATIONS ALLOUEES AUX BARREAUX

Bien qu'autonome par rapport au dispositif relatif à l'aide juridictionnelle, le présent dispositif y emprunte une part importante de ses règles, principalement celles relatives à la gestion des dotations versées aux barreaux sur le compte spécial prévu par l'article 29 de la loi du 10 juillet 1991. Toutefois, la référence à un tarif fixé en euros et non en unité de valeur implique la création, au sein du compte spécial, d'une "section" particulière et donc un enregistrement distinct des missions accomplies au titre de la garde à vue (cf. article 55-3 du décret du 31 décembre 1993 susvisé).

A – Modes de calcul et de versement des dotations

Comme pour l'aide juridictionnelle, une provision initiale est versée en début d'année sur la base d'une prévision du nombre d'interventions.

Afin d'assouplir le dispositif de gestion tout en veillant à une comptabilisation distincte des écritures relatives à l'aide juridictionnelle et à la garde à vue, il sera procédé par un seul et même règlement au versement, détaillé dans l'arrêté, des provisions initiales dues au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue.

De même, en cas d'insuffisance de la provision initiale au titre de l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue, la CARPA pourra procéder à un virement interne de fonds qui devra être régularisé *a posteriori* lors de la liquidation des deux dotations.

Le calcul de la provision prendra également en compte l'incidence éventuelle de la TVA.

Pour l'année 2006, une provision initiale est en cours de versement afin de permettre aux CARPA de NOUMEA et de PAPEETE de faire face aux demandes de rétribution des avocats pour les interventions postérieures au 23 novembre 2006.

B – Gestion et liquidation des dotations

Le versement de rétributions effectué par la CARPA donne lieu à l'inscription sur le compte spécial des mentions prévues par l'article 55-3 du décret du 31 décembre 1993 qui correspondent aux données figurant dans l'imprimé remis par l'avocat (cf. supra I.C).

La liquidation de la dotation est effectuée dans des conditions identiques à celles des dotations d'aide juridictionnelle.

En particulier, le commissaire aux comptes devra procéder à des investigations de même nature avant de procéder à la certification de l'état récapitulatif établi selon le modèle joint en ANNEXE N° 5.

III – LE SUIVI DES ENGAGEMENTS DES DÉPENSES D'AIDE A L'INTERVENTION AU COURS DE LA GARDE A VUE

Afin de connaître l'ensemble des engagements des dépenses déconcentrées de la cour d'appel de Nouméa relevant du programme 101 (cf. circulaire SG/CIRC/n° 6-2005 de la Chancellerie du 9 décembre 2005), le tableau récapitulatif de suivi établi par le SAR devra intégrer les engagements correspondant à l'aide à l'intervention de la **personne agréée** au cours de la garde à vue à Wallis et Futuna.

Ce suivi se fera à partir des doubles des bordereaux transmis par le Président du tribunal de première instance de Mata-Utu dont le modèle figure en ANNEXE N° 3.

Les tableaux mensuels relatifs à l'engagement correspondant aux dépenses d'aide juridictionnelle figurent en ANNEXE N° 4.

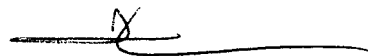
IV – ENTRÉE EN VIGUEUR DES NOUVELLES DISPOSITIONS

Les dispositions du décret du 21 novembre 2006 sont applicables aux interventions au cours de la garde à vue achevées postérieurement à la date de sa publication, soit à compter du **24 novembre 2006** (articles 2 et 3 du décret).

Je vous prie de bien vouloir transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés et de veiller à son application.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville, les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le Chef du Service de l'Accès au Droit et
à la Justice et de la Politique de la Ville



Marielle THUAU

ANNEXE N° 1

Imprimés relatifs à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée
désigné(e) d'office au cours de la garde à vue

**INTERVENTION D'UN AVOCAT
DESIGNÉ D'OFFICE AU COURS D'UNE GARDE A VUE**

Ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 modifiée

Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 modifié

INTERVENTION DE L'AVOCAT

MAÎTRE

EST INTERVENU(E) LE

DATE :

AU COURS DE LA GARDE A VUE DE LA PERSONNE OU DES PERSONNES DESIGNÉES CI-APRES (LORSQUE L'AVOCAT EST APPELÉ A INTERVENIR POUR PLUSIEURS PERSONNES GARDEES A VUE DANS UN MEME LIEU LORS D'UN MEME DÉPLACEMENT) :

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

DANS LES LOCAUX DE

DESIGNATION DU SERVICE D'ENQUETE

A

LIEU :

L'INTERVENTION S'EST DÉROULÉE

DE

HEURE D'ARRIVÉE :

A

HEURE DE DÉPART :

Nom, Prénom – et Signature de l'Officier ou de l'Agent de Police Judiciaire

Cachet

DÉSIGNATION D'OFFICE

NOUS

bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de :

DÉSIGNONS D'OFFICE

POUR INTERVENIR AU TITRE D'UNE GARDE A VUE

FAIT A :

LE :

Signature et cachet

MONTANT DE LA RÉTRIBUTION☐ RÉTRIBUTION DE BASE☐ MAJORATION DE NUIT☐ MAJORATION DE DÉPLACEMENT

MONTANT

X

personnes

=

FAIT A :

LE :

LE BATONNIER :

MONTANT TOTAL :

HT

INTERVENTION D'UNE PERSONNE AGRÉÉE DESIGNÉE D'OFFICE AU COURS D'UNE GARDE A VUE

Ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 modifiée

Décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 modifié

INTERVENTION DE LA PERSONNE AGRÉÉE

Nom ; prénoms

EST INTERVENU(E) LE

DATE :

AU COURS DE LA GARDE A VUE DE LA PERSONNE OU DES PERSONNES DESIGNÉES CI-APRÈS (LORSQUE LA PERSONNE AGRÉÉE EST APPELÉE A INTERVENIR POUR PLUSIEURS PERSONNES GARDÉES A VUE DANS UN MEME LIEU LORS D'UN MEME DEPLACEMENT) :

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

M. NOM, PRENOMS

DANS LES LOCAUX DE

DESIGNATION DU SERVICE D'ENQUETE

A LIEU :

L'INTERVENTION S'EST DEROULÉE

DE

HEURE D'ARRIVÉE :

A

HEURE DE DEPART :

Nom, Prénom – et Signature de l'Officier ou de l'Agent de Police Judiciaire

Cachet

DÉSIGNATION D'OFFICE

NOUS

Président du TPI de MATA-UTU

DÉSIGNONS D'OFFICE

POUR INTERVENIR AU TITRE D'UNE GARDE A VUE

FAIT A

LE

Signature et cachet

MONTANT DE LA RÉTRIBUTION

☐ RÉTRIBUTION DE BASE

X

personnes

MONTANT

☐ MAJORATION DE NUIT

☐ MAJORATION DE DÉPLACEMENT

FAIT A :

LE :

LE PRÉSIDENT DU TPI

MONTANT TOTAL :

LE PRÉSENT ÉTAT EST ARRÊTÉ ET LIQUIDÉ A LA SOMME DE :

FAIT A :

LE :

L'ORDONNATEUR SECONDAIRE :

ANNEXE N° 2

Tarifs de la rétribution de l'intervention de l'avocat ou de la personne
agréée au cours de la garde à vue

**AIDE A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT OU DE LA PERSONNE AGREEE
AU COURS DE LA GARDE A VUE**

barème résultant du décret n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat
ou de la personne agréée au cours de la garde à vue en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

| Nature de la prestation | Tarif applicable en euros aux avocats | Tarif applicable en euros aux personnes agréées |
|--|--|--|
| Forfait de base | 61 | 20,33 |
| Majoration pour déplacement (1) | 31 | 10,33 |
| Majoration pour intervention de nuit (2) | 23 | 7,67 |

(1) pour une intervention effectuée hors des limites de la commune du TPI

(2) pour une intervention effectuée entre 22 heures et 7 heures

Ces deux majorations sont cumulables.

Lorsque le même avocat ou la même personne agréée est appelé(e) à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans un même lieu lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois.

ANNEXE N° 3

Modèle de bordereau de transmission au SAR et au BAJ des attestations
d'interventions des personnes agréées

AIDE JURIDICTIONNELLE (programme 101 action 01)

attestations d'intervention

Aide à l'intervention de la personne agréée au cours de la garde à vue - Wallis et Futuna
(article d'exécution 20 compte PCE § 4 F)

| | |
|-----------------|--|
| Date : | |
| Bordereau. n° : | |

| | |
|---------------------|----------------------|
| Nature de procédure | pénale - garde à vue |
|---------------------|----------------------|

| | date de la désignation par le Président du TPI | Nom du bénéficiaire de l'aide | Nom du prestataire (personne agréée) | numéro de la procédure (police ou gendarmerie) | Montant |
|---------|--|-------------------------------|--------------------------------------|---|---------|
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 0 | | | | | |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 0 | | | | | |
| TOTAL : | | | | | 0,00 |

Le :

Le Président du TPI :

ANNEXE N° 4

Tableaux de suivi des engagements et des mandatements en matière d'aide
juridictionnelle

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS EN MATIERE D'AIDE JURIDICTIONNELLE
(huissier-expert-enquêteur-médiateur-agréés-autres)

BAJ DE MATA UTU

MOIS DE

TABLEAU N° 1

Montant total des AE 2006 :

€

| | Nombre de décisions d'admission à l'AJ ou de commissions d'office de personnes agréées en matière de garde à vue au cours du mois | Nombre cumulé de décisions d'admission à l'AJ ou de commissions d'office en matière de garde à vue à compter du 01/01/2006 | Coût moyen (*) | Montant total des engagements du mois en € | Montant total des engagements cumulés sur l'année en € |
|----------------------------|---|---|----------------|--|---|
| Procédures civiles | | | 210 € | 0 € | 0 € |
| Procédures pénales | | | 210 € | 0 € | 0 € |
| Garde à vue (**) | | | | 0 € | 0 € |
| Procédures administratives | | | 210 € | 0 € | 0 € |

(*) le coût moyen sera, en 2006, identique pour les 3 types de procédure. Pour les années à venir, il faudra réfléchir à une méthode qui permette de calculer un coût moyen par type de procédure y compris dans le détail des grandes catégories de procédure civile.

(**) cette ligne sera renseignée à partir des bordereaux transmis au cours du mois par le Président du TPI

TABLEAU N° 2

AIDE JURIDICTIONNELLE
Montants mandatés par la cour d'appel de Nouméa
Mois de 2006

| | Total des paiements déjà effectués | Total des paiements du mois | Dont total des paiements au titre des décisions d'admission ou des désignations d'office intervenues au cours des années antérieures | | | Dont total des paiements pour les décisions d'AJ prises en 2006 | Montant total des paiements effectués |
|-------------------------------|--|-----------------------------------|--|------------------|------------------|--|---|
| | | | Avant 2004 | Au titre de 2004 | Au titre de 2005 | | |
| Procédures civiles | | | | | | | |
| Procédures pénales | | | | | | | |
| Procédures administratives | | | | | | | |
| Garde à vue | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

TABLEAU N° 3

AIDE JURIDICTIONNELLE
Montants mandatés par la cour d'appel de Nouméa
Mois de 2006

| Montant des crédits de paiement Ouverts | Montant des paiements effectués | Dont total des paiements au titre de décisions d'AJ antérieures à 2006 | | | Dont total des paiements pour les décisions d'AJ prises en 2006 | Nouveau solde des crédits de paiements disponibles après paiement du mois |
|--|------------------------------------|---|------------------|------------------|--|---|
| | | Avant 2004 | Au titre de 2004 | Au titre de 2005 | | |
| | | | | | | |

ANNEXE N° 5

Etat récapitulatif de la dotation Etat et des règlements définitifs effectués en
matière de garde à vue

Barreau de :

exercice N

Monnaie : EUR

ETAT MODELE 1.**AIDE A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT AU COURS DE LA GARDE A VUE**Etat récapitulatif de la dotation Etat et des règlements définitifs effectués durant l'exercice n au titre des interventions des
avocats

| | MONTANT |
|---|---------|
| 1 - Dotation versée par l'Etat | |
| 1.1 - Dotation versée au titre de l'exercice n-1 (y compris le report de l'exercice n-2 sur n-1) | |
| 1.2 - Dotation liquidée au titre de l'exercice n-1 | |
| 1.3 - Report de dotation de l'exercice n-1 sur l'exercice n (1.1 - 1.2) | |
| 1.4 - Dotation versée au titre de l'exercice n | |
| 1.5 - Dotation totale n (1.3 + 1.4) | |

| REGLEMENTS DEFINITIFS EFFECTUES | NOMBRE | | TARIFS HT | MONTANT | | |
|---|---------------|-----------|-----------|---------|-----|-------|
| | Interventions | Personnes | | H.T. | TVA | TOTAL |
| 2 - Règlements effectués au titre des interventions dont la rétribution finale a été versée sur l'exercice n | | | | | | |
| 2.1 - Interventions sans majoration | | | 61,00 € | | | |
| 2.2 - Interventions avec majorations | | | | | | |
| 2.2.1 forfait de base | | | 61,00 € | | | |
| 2.2.2 - Majorations | | | | | | |
| 2.2.2.1 - de nuit | | | 31,00 € | | | |
| 2.2.2.2 - de déplacement | | | 23,00 € | | | |
| 2.2.2.3- de nuit et de déplacement | | | 54,00 € | | | |
| 2.3 - Régularisations | | | | | | |
| 2.4 - TOTAL (2.1 + 2.2 + 2.3) | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|
| 3 - Report de la dotation de l'exercice n sur l'exercice n+1 (1.5 - 2.4) | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|

Certifié régulier et sincère
Le Commissaire aux ComptesVu
Le Bâtonnier